



Le 10 janvier 2023

Commission exécutive du 10 janvier 2023

Rapport introductif du secrétaire général de la CGTM.

Chers camarades, tout d'abord à chacun et à chacune, je souhaite une très bonne année nouvelle, à vos familles et plus de succès dans votre vie.

Maintenant à nous tous, militants syndicaux, à notre maison commune CGTM, le meilleur vœu que je puisse présenter, c'est que les luttes sociales, les luttes des travailleurs soient plus porteuses. Car c'est le mouvement social et lui seul qui peut faire notre force s'il est vivant et combatif. C'est ainsi que toutes les luttes sociales dans les entreprises, de la plus petite à la plus, large doivent être prises en compte dans le pot commun.

Les élections professionnelles de décembre dernier dans la fonction publique ont montré que la CGTM était le premier syndicat. C'est une satisfaction pour nous, bien sûr.

Mais il faut relativiser tout cela. Car ce ne sont pas les élections professionnelles qui changeront ou amélioreront notre sort. Ce sont les luttes, les grèves, dans les entreprises contre les patrons et/ou l'état-patron qui le font. Les élections ne peuvent être qu'un instrument de mesure de l'influence de tel ou tel syndicat parmi les salariés. **Mais elles ne peuvent remplacer les luttes qui elles seules changent notre sort.**

RETRAITE

L'année va commencer avec la plus grande attaque de la période contre les travailleurs : à savoir, **la présentation officielle du projet d'allongement de l'âge de la retraite**. En effet, c'est le mardi 10 janvier, le jour de notre CE, que la Première ministre, Élisabeth Borne présente le texte de réforme des retraites du gouvernement. Ou l'allongement de la durée de travail ... de 4 mois par an jusqu'à, 65 ou 64 ans.

Si elle baisse à 64 ans, ce sera pour tenter d'avoir la majorité à l'assemblée nationale avec l'aide de la droite. Elle en a besoin, vu que le gouvernement n'a pas la majorité absolue. Surtout qu'Eric Ciotti, le nouveau président des républicains a déclaré qu'il était pour la retraite à 64 ans.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE LA MARTINIQUE

Porte 2, Maison des Syndicats, Bd de Gal de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : +596 596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mèl : cgtm.972@orange.fr

Borne va tenter d'huiler le couteau avec lequel elle nous poignarde pour adoucir la douleur. Alors, elle pourrait ainsi promettre la prise en compte de la pénibilité ou des carrières longues, et dira qu'elle n'ira pas au-delà des 43 années de cotisation. Ces 43 années avaient été prévues par la réforme Touraine, à l'époque, ministre de Manuel Valls et de François Hollande.

L'objectif du gouvernement reste, selon elle, « *l'équilibre du système de retraite à l'horizon 2030* ».

Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges.

Les gouvernements endossent l'un après l'autre le rôle de gestionnaires au service des intérêts de la bourgeoisie.

Mais, cette fois, prétendre que cette réforme serait une nécessité pour « *sauver le système des retraites par répartition* » potentiellement en déficit dans l'avenir relève du matraquage idéologique.

Non, le système des retraites n'est pas en déficit. Le très officiel Conseil d'Orientation des Retraites (COR) l'a affirmé dans son rapport annuel : **la caisse est bénéficiaire de 3,2 milliards en 2022**. Et si un déficit se creuse dans les années à venir, il sera minime et fonction de la manière de calculer. Et surtout, comme il suffit, pour que les caisses se remplissent, que des chômeurs soient embauchés, les salaires augmentés, ce qui ferait croître les cotisations, salariales comme patronales. Mais Élisabeth Borne ne veut pas « *augmenter le coût du travail* » en touchant si peu que ce soit aux cotisations. Et ainsi faire plaisir au grand patronat. Et le salaire des femmes, toujours inférieur, constitue, lui aussi, un manque à gagner pour les caisses de retraite.

Il n'y a rien qui justifie cette réforme, pas plus que les précédentes qui ont déjà aggravé les conditions de départ et le niveau de pension en instituant des décotes.

La volonté explicite de Macron, et de la classe capitaliste, c'est de prendre sur la part des richesses consacrée aux vieux travailleurs pour financer la bonne santé des financiers. Sous forme d'aides au grand patronat, qu'elles se nomment CICE, « *quoi qu'il en coûte* » ou suppression des impôts de production, cette politique de siphonner des milliards d'argent public pour remplir les caisses du grand capital est inacceptable.

Le financement de la retraite des travailleurs, qui ont créé pendant des années et des années les richesses de la société et les profits des capitalistes, devrait être à la charge des capitalistes, d'une manière ou d'une autre. Les organisations ouvrières dignes de ce nom, devraient appeler à s'opposer, par tous les moyens, à cette contre-réforme. C'est sur cette crête là que nous, à la CGTM, nous devons nous placer.

Les organisations ouvrières qui, en France et ici ne le font pas, sont celles qui brillent depuis trop longtemps par un attentisme passif. La CFDT fait mine de montrer les dents pour mieux se coucher dès qu'elle pourra.

C'est aux travailleurs qu'il revient de relever le gant face à cette attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Camarades, notre syndicat devra y prendre toute sa part et préparer des mobilisations, des défilés, des rassemblements pour aussi transmettre aux travailleurs l'argumentaire nécessaire

D'ores et déjà, la première chose à faire pour notre syndicat est d'organiser des réunions dans les entreprises. Les dirigeants de fédération, les délégués syndicaux, les élus du personnel ont pour devoir d'organiser des réunions dans les entreprises, et des assemblées générales de discussion sur les retraites.

Alors le lien avec la hausse des prix se fera automatiquement. Car la hausse des prix est ce qui pèse le plus sur les revenus des ménages au quotidien actuellement. Si on ne ressent pas immédiatement l'effet de la réforme des retraites, la hausse des prix se ressent chaque jour même en achetant son pain.

Nous devons donc réaffirmer sans cesse la revendication d'augmentation des salaires, le smic à 2000 euros nets, l'indexation des salaires sur le coût réel de la vie.

CHLORDECONE

Le non-lieu à propos du chlordécone est révoltant. Un concert de protestation s'élève de toutes parts. C'est normal.

Ce serait une bonne chose que des manifestations d'ampleur se fassent entendre encore une fois.

Mais dans le concert de protestations et d'actions, il est nécessaire que la voix spécifique et indépendante des travailleurs se fasse entendre et singulièrement celle des ouvriers agricoles. Ces derniers, de la CGTM, ont publié un communiqué sur le non-lieu. C'est déjà bien qu'ils se fassent entendre.

Car si tout le monde subit le mépris colonial, il y en a qui sont plus colonisés que d'autres, ce sont les travailleurs et les pauvres. Un ouvrier n'est pas colonisé au même titre qu'un médecin ou qu'un avocat.

Dans le concert de protestations, nous, nous avons intérêt à faire apparaître le point de vue des travailleurs et singulièrement des ouvriers agricoles.

Et aussi celui des femmes ouvrières agricoles, ou ouvrières habitant dans les zones à risque. Un nombre important de femmes contractent des cancers liés au chlordécone.

SANTE

Dans le secteur de la santé, Macron, lors de son déplacement à l'hôpital de Corbeil Essonne, n'a pas proposé de plan à la mesure des dramatiques problèmes de santé publique qui se posent. Il fallait un plan d'urgence et des

mesures d'urgence, notamment l'embauche d'infirmières et des augmentations de salaire pour les personnels dont beaucoup quittent l'hôpital par épuisement. Et ce travail, jusqu'à épuisement, n'est pas compensé par un salaire plus important.

Macron n'a fait que des promesses vagues. Les soignants sont mécontents.

Le vrai problème, c'est que depuis longtemps déjà les gouvernements veulent réaliser des économies sur les services publics dont la santé. Dans toute la France, cela a abouti à la suppression de 100.000 lits depuis 1998. En 2020, en pleine crise COVID, 5700 lits ont été supprimés.

Parallèlement, les 40 entreprises du CAC 40 ont distribué 80,1 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2022. C'est un record !

Cette politique est organisée essentiellement dans l'intérêt du grand capital.

Macron s'est même permis de dire que les choses vont encore se dégrader dans la santé, car il faudra du temps pour redresser la situation. Il avertit en face les soignants que ça va être plus dur !

Cynisme et volonté affichée de poursuivre une politique comptable des dépenses de santé. Alors que la santé n'a pas de prix.

Camarades, l'année nouvelle débute avec toujours la guerre en Ukraine qui fait rage, l'insécurité en Haïti où les gangs armés font la loi augmente la pauvreté. Le choléra a surgi de nouveau.

Il est de plus en plus question d'intervention de certaines grandes puissances sous forme d'opération de police contre les gangs. Soyons solidaires de nos frères haïtiens. Combattons ici même et même dans nos rangs la xénophobie qui existe à leur égard comme à l'égard des frères de la Caraïbe.

Dans les pays pauvres d'Asie d'Afrique et d'Amérique latine, les classes populaires s'enfoncent toujours plus dans la misère. L'inflation est mondiale et frappe durement les classes populaires dans tous les pays.

Il est donc important de renforcer partout la conscience de classe des travailleurs et des pauvres. Nous en sommes comptables, à notre niveau en Martinique.

Pour terminer Camarades, voici donc dans les grandes lignes, la situation et les principaux problèmes qui se posent à nous, aux travailleurs, à la population à l'aube de l'année nouvelle.

Ils nous imposent dès maintenant d'en entretenir nos camarades dans les entreprises et de préparer les luttes.

Merci de votre écoute